

---

# COMPRENDRE ET PROMOUVOIR LA CONTRIBUTION DE LA DIASPORA DANS LE DÉVELOPPEMENT DU TOGO

---

ÉTUDE DE CAS SUR LES ORGANISATIONS DIASPORIQUES  
EN FRANCE, ALLEMAGNE ET GHANA ET LEUR RÔLE DANS  
LA CRÉATION ET LA CONSOLIDATION D'EMPLOIS



La présente étude s'inscrit dans le cadre du projet « Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits » ou MADE Afrique de l'Ouest qui est financé par la Commission européenne.

Lancé par AFFORD (African Foundation for Development) et le Centre pour les Etudes sur la Migration (Université du Ghana), le FORIM (Forum des Organisations Internationales Issues de la Migration), ICMC Europe (International Catholic Migration Commission), MADE Afrique de l'Ouest a pour objectif général de promouvoir la bonne gouvernance des migrations et de la mobilité, ainsi que la protection des droits des migrants et migrantes dans l'espace CEDEAO, en vue d'accroître les bénéfices de la migration et de la mobilité sur le développement. Ceci est appréhendé à travers un travail approfondi de trois ans sur 6 pays pilotes que sont le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo ; et ce sur 3 volets :

- La mise en oeuvre du protocole de libre circulation de la CEDEAO ;
- Le respect des droits des travailleurs/euses migrant.e.s ; et
- La maximisation de la contribution des diasporas et des migrant.e.s en faveur du développement des pays d'origine.

Le troisième volet du projet, concernant la maximisation de la contribution des diasporas au développement et à la création d'emplois dans les pays d'origine, est mise en oeuvre conjointement par le FORIM avec pour cas d'étude le Burkina Faso et au Togo et AFFORD, le Ghana et la Sierra Leone.

Le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) est une plateforme nationale qui réunit des réseaux, des fédérations et des regroupements d'Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM), engagés dans des actions d'intégration ici et dans des actions de développement dans les pays d'origine. Le FORIM représente environ 700 associations intervenant en Afrique Subsaharienne, au Maghreb, en Asie du Sud Est, aux Caraïbes et dans l'Océan Indien. Créé en mars 2002 avec le soutien des pouvoirs publics français, il témoigne de la volonté de ses membres de s'associer à toutes les composantes de la société civile française, afin de favoriser l'intégration des populations issues des migrations internationales, de renforcer les échanges entre la France et les pays d'origine et de contribuer au développement de leur région d'origine.

**Auteur principal :** FORIM

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles de la Commission européenne.

© ICMC Europe 2018 dans le cadre du projet MADE Afrique de l'Ouest (coordonné par ICMC, AFFORD, CMS & FORIM)

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite et préalable de l'éditeur.



## TABLE DES MATIÈRES

Listes des sigles, abréviations ou acronymes	4
Résumé exécutif	5
Introduction	6
<b>I. Champs d'inscription théorique et méthodologie</b>	<b>7</b>
<b>Précision sur la notion de diaspora</b>	<b>7</b>
<b>Méthodologie développée</b>	<b>7</b>
1) Sources bibliographiques mobilisées	7
2) Entretiens individuels et groupe de discussion avec des associations de la diaspora togolaise	8
3) Etudes de cas au Togo et entretiens complémentaires au Togo	9
4) Limites de la méthode	9
<b>II. Panorama succinct des migrations togolaises</b>	<b>10</b>
<b>Migration régionale de travailleurs faiblement qualifiés</b>	<b>10</b>
<b>Migration internationale des élites en formation</b>	<b>10</b>
<b>Migration d'opposition et réfugiés politiques au niveau régional et international</b>	<b>11</b>
<b>Les migrations togolaises en France</b>	<b>12</b>
<b>III. Organisation associative</b>	<b>13</b>
<b>La première génération des organisations togolaises en France</b>	<b>13</b>
<b>Vers une implication pour la transition démocratique</b>	<b>14</b>
<b>Les organisations d'avantages impliquées dans le champ des solidarités</b>	<b>15</b>
<b>La difficile structuration inter-associative</b>	<b>16</b>
<b>IV. Éléments concernant la politique nationale</b>	<b>18</b>
<b>Politique nationale</b>	<b>18</b>
<b>Actions nationales en faveur de la mobilisation de la diaspora</b>	<b>19</b>
<b>Conclusion</b>	<b>20</b>
<b>Annexes</b>	<b>21</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>24</b>

# LISTES DES SIGLES, ABRÉVIATIONS OU ACRONYMES

ACIT	Associations Contre l'Impunité au Togo
ADDI	Alliance des Démocrates pour un Développement Intégral
APD	Aide Publique au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
CAR	Comité d'Action pour le Renouveau
CDPA	Convention Démocratique des Peuples Africains
CNS	Conférence Nationale Souveraine
COD	Collectif de l'opposition démocratique Banque Mondiale
CO.DI.TOGO	Coalition de la diaspora togolaise pour l'alternance et la démocratie
COFEM	Collectif des Femmes Togolaises en France
CTSD	Comité Togolais pour la Survie de la Démocratie
CUT	Comité de l'Unité Togolaise
DTE	Direction des Togolais de l'Extérieur
DTF	Diaspora Togolaise en France
FEANF	Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France
FIA/ISM	Femmes Inter Asso/Inter Services Migrants
FOD	Front de l'Opposition Démocratique
FORIM	Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issue des Migrations
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques (France)
ISTOM	Ecole supérieure d'agro-développement international
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration
MIIIDS	Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire
MIEUX	Migration EU Expertise
MTD	Mouvement Togolais pour la Démocratie
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OSIM	Organisations de Solidarités Internationales issues de l'Immigration
PAS	Politiques d'Ajustement Structurels

PCF	Parti communiste français
PRA/OSIM	Programme d'Appui aux OSIM
PSR	Parti Socialiste pour le Renouveau
RADTIF	Réseau des Associations de la Diaspora Togolaise en Ile-de-France
RNDP	Rassemblement National pour la Démocratie et le Panafricanisme
RPT	Rassemblement du peuple togolais
UESTOF	Union des Étudiants et Stagiaires Togolais en France
UFC	Union des Forces du Changement

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude exploratoire vise à mieux appréhender le système diasporique Togolais, avec un focus particulier sur la participation des organisations diasporiques Togolaises à la création et la consolidation de l'emploi.

Le Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issue des Migrations (FORIM) s'intéresse essentiellement à l'implication des diasporas dans le champ de la solidarité internationale. Cette culture de solidarité collective s'observe tout particulièrement dans le cas de migrations originaires des pays de la vallée du fleuve Sénégal. Souvent issus de territoires ruraux pour des facteurs économiques, les émigrés de cette région ont adapté dans les pays d'immigration les systèmes d'organisation communautaire expérimentés avant le départ.

Dans le cas du Togo, la présence de ressortissants Togolais s'observe principalement au niveau régional dans les pays frontaliers, où la diaspora est majoritairement composée de main d'œuvre peu qualifiée, plus concernée par sa situation propre d'emploi que par le développement du pays d'origine. A l'opposé, une grande partie des émigrés Togolais établis en France sont issus de territoire urbain et des mouvements d'exils liés à des troubles politiques récurrents. Ainsi la mobilisation de la diaspora Togolaise en France, et on peut le supposer, dans les autres pays d'immigration notamment l'Allemagne, se focalisera bien souvent sur la question de la transition démocratique au Togo. Ce profil spécifique à la diaspora Togolaise constitue un facteur d'influence majeur sur les actions que les acteurs extérieurs, notamment ceux impliqués dans le champ migration et développement comme le FORIM, pourront développer à destination de celle-ci.

Il apparaît que les associations de la diaspora axées sur les questions de solidarité et non de mobilisation pour la transition démocratique soient mineurs au sein de la diaspora Togolaise, tant au niveau de leur capacité de mobilisation que dans leur champs d'actions. Celles-ci, lorsqu'elles interviennent au Togo peuvent être perçues comme des soutiens du régime, ou peuvent risquer de voir leurs investissements détournés de façon arbitraire. On comprendra alors que la question de la participation de la diaspora à la question de la création d'emploi, objet d'étude initiale, a été difficilement approfondie.

## INTRODUCTION

Cette étude porte sur l'organisation et l'action de la diaspora togolaise. Elle a été réalisée à travers la mobilisation d'un groupe de quatre étudiants de l'ISTOM<sup>1</sup> pour la conduite d'une enquête en France et au Togo entre mai et juillet 2017 et complétée par l'implication d'un chargé d'étude du FORIM.

Au niveau de son champ d'inscription géographique, cette étude se concentre davantage sur la diaspora togolaise en France, avec des ouvertures sur les dynamiques existantes en Allemagne et au Ghana pour favoriser la mise en perspective des dynamiques diasporiques en fonction des profils migratoires.<sup>2</sup>

La première partie de ce document décrit le cadre théorique et la méthodologie utilisée pour cette étude. Le second chapitre dresse un panorama succinct des dynamiques migratoires togolaises et les principales caractéristiques de cette migration. Les principaux systèmes d'organisation diasporiques ainsi que les principaux champs d'action de ces organisations sont déclinés dans une troisième partie.

Si initialement, un chapitre aurait dû concerner spécifiquement la question de la participation des organisations diasporiques à la question de la création d'emploi dans le territoire d'origine, il s'avère que ce sujet a progressivement, et presque naturellement, glissé vers la question de la participation des togolais de la diaspora au processus de transition démocratique au Togo étant donné la houle qui soulève actuellement le contexte politique togolais.

En effet, août 2017 a vu s'accroître le mouvement de protestation qui avait émané de l'élection présidentielle contestée en 2015, au cours de laquelle le Président Faure Gnassingbé avait été élu pour un troisième mandat, en contradiction avec la Constitution togolaise de 1992 qui ne permet que deux mandats. Les négociations entre le parti au pouvoir et les différents partis d'opposition n'ont pour l'instant pas abouti à un accord politique sur les réformes institutionnelles à mettre en place, alors que les élections législatives et locales sont prévues pour juillet 2018. La participation ou non de la diaspora à ces élections reste d'ailleurs un des principaux points de désaccord. Dans ce cadre, la diaspora est donc au cœur des changements que connaît actuellement le Togo.

L'objectif de cette recherche est de faciliter l'animation d'ateliers de concertation mobilisant des représentants de l'État et de la société civile du pays d'émigration, ainsi que des organisations diasporiques et des représentants des pays d'accueil. Toutes ces actions sont développées par le FORIM et s'inscrivent dans le cadre du projet MADE Afrique de l'Ouest.

<sup>1</sup> L'École supérieure d'agro-développement international  
<sup>2</sup> Initialement cette étude prévoyait deux courts séjours au Ghana et en Allemagne mais le contexte socio-politique actuel au Togo n'a pas permis de mener ces visites à bien.

## I. CHAMPS D'INSCRIPTION THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

### PRÉCISION SUR LA NOTION DE DIASPORA

Étymologiquement, la notion de diaspora sert à désigner un groupe d'individus dispersé depuis un territoire initial, dit territoire d'origine (ici le Togo) qui entretient des liens avec celui-ci malgré la distance. Le terme diaspora, contrairement aux termes d'immigrés (né étranger à l'étranger), ne repose sur aucun critère administratif ou légal. La notion de diaspora est donc protéiforme et sujette à interprétation multiple, d'où la grande difficulté à en établir une quantification. La notion de diaspora peut désigner différents objets en fonction du locuteur et être la source d'interprétations multiples en fonction du destinataire.

Pour faciliter la distinction entre les différentes significations que ce terme peut sous-tendre, S. Dufoix<sup>3</sup> a proposé quatre modes structurant l'expérience collective à l'étranger :

- 1. Mode centro-périphérique** : caractérisé par un lien direct entre la communauté de migrants, l'État d'origine, et le rôle dominant que jouent les institutions officielles de l'État (ambassades etc.) et les associations de migrants institutionnalisées (souvent des fédérations estimant être représentatives de tous les ressortissants).
- 2. Mode antagonique** : caractérisé par l'opposition des migrants au régime politique dans leur pays d'origine (considéré soit comme régime illégitime, soit comme occupation étrangère), opposition qui peut inclure, à la limite, même un état de guerre. Ce mode correspond à ce que Dufoix a dénommé l'« exopolitie ».
- 3. Mode enclavé** : caractérisé par l'organisation locale (souvent dans une ville) d'une communauté de migrants, basé sur l'interconnexion mutuelle plutôt que par des liens à l'État d'origine. Ce mode enclavé renvoie à la notion de

communauté, d'avantage axée sur le maintien de liens entre des individus inscrits sur un territoire donné.

- 4. Mode atopique** : caractérisé par la référence à une origine ou une identité (ethnique ou religieuse) commune sans base territoriale ni objectif de territorialisation, une diaspora dont le territoire est le réseau qu'elle forme.

La diaspora d'un pays donné ne relève pas exclusivement d'un mode ou d'un autre, ceux-ci peuvent être combinés, ou passer d'un mode dominant à l'autre. Ces évolutions peuvent s'expliquer par une évolution du profil migratoire des individus composants ces diasporas ou par un changement de régime dans le territoire d'origine par exemple. Dans le cas togolais par exemple, les travaux de K. Sohler<sup>4</sup> basés sur une enquête de 2006 met en avant l'émergence d'un passage du mode antagonique au mode centro-périphérique lié au changement politique qui se dessinait à l'aune du décès de Gnassingbé Eyadema en 2005.

### MÉTHODOLOGIE DÉVELOPPÉE

La méthodologie d'enquête développée pour cette étude croise l'analyse des sources bibliographiques existantes et les sources statistiques disponibles, la réalisation d'entretiens qualitatifs auprès d'associations de la diaspora togolaise et de leurs partenaires au Togo.

#### 1) Sources bibliographiques mobilisées

##### Travaux produits dans un cadre scientifiques et estudiantins

Le travail scientifique le plus récent identifié sur la diaspora togolaise est la thèse de doctorat de H. Bréant intitulé « Les chemins internationaux de la mobilité sociale : expériences de mobilité et d'immobilité sociale dans les parcours migratoires comparés d'émigrés comoriens et togolais » (2016- Université

Paris Panthéon Sorbonne)<sup>5</sup>. Dans ces travaux H. Bréant note qu'il n'existe guère de recherches sur la migration des Togolais (en France ou en Europe), ni généralement ni sur leur organisation en particulier. Cela s'explique en raison de leur effectif limité, leur profil sociologique particulier qui ne comprend guère de migrants de travail non-qualifiés, et leur « invisibilité sociale » au niveau du discours politique sur l'immigration, qui ne les conçoit pas comme un groupe « problématique ». A tous ces égards, le système migratoire et les formes dominantes de l'émigration des Togolais vers la France se distinguent des immigrations subsahariennes les plus étudiées, comme les immigrations sénégalaises ou maliennes. Contrairement au Mali ou au Sénégal, où des régions entières dépendent économiquement des revenus des émigrés, il n'y a pas au Togo de système important de migration de travail en direction de la France, ni de structure associative si densément organisée et si impliquée dans l'aide au développement du pays d'origine.

On notera aussi l'existence d'un mémoire de Master 1 de Karin Sohler<sup>6</sup> présentée en 2006 concernant les organisations et mobilisations des migrants togolais en France.

#### Travaux produits dans un cadre institutionnel

Plusieurs institutions internationales ont produit des rapports récents sur les migrations togolaises. Les présents travaux se basent notamment sur les travaux de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Secrétariat Général du Gouvernement Togolais sur un « plan stratégique pour la mobilisation de la diaspora » en 2013<sup>7</sup>, sur le *profil national des migration au Togo* dressé par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) en 2015, et sur les actes du premier forum socio-économique de la diaspora togolaise (KpeKpe Togo 2016) soutenu par le programme MIEUX (migration EU Expertise<sup>8</sup>).

#### Travaux conduits dans un cadre associatif et/ou militant

C'est sans doute dans cette catégorie de travaux que les productions bibliographiques et vidéographiques sont les plus importantes. Au Togo, on notera l'existence des actes de la table ronde *vers une politique migratoire au Togo* organisée par Vision Solidaire en 2013<sup>9</sup>. On notera aussi l'existence d'une étude

sur la Diaspora togolaise réalisé par Femmes Inter Asso/Inter Services Migrants (FIA/ISM), membre du FORIM, en 2013<sup>10</sup>. Enfin les informations disponibles au sein des associations militantes telles que ceux du Congrès Mondial de la diaspora togolaise depuis 2009 ou les articles publiés par le Collectif pour la Vérité des Urnes<sup>11</sup>, ou Synergie Togo ainsi que les vidéos du Congrès de Chicago on était consulté pour mieux appréhender la dimension politique de l'implication de certaines organisations diasporiques.

#### Sources statistiques et donnée quantitatives

Cette étude a mobilisé divers sources statistiques, comme notamment le *Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat* – INSEED, le recensement général de la population française de l'INSEE en 2012, ainsi que des données disponibles dans la base de donnée « migration » de l'OCDE. Par ailleurs, pour faciliter l'appréhension quantitative du tissu associatif togolais en France, la base de données du Journal Officiel a été exploitée.

### 2) Entretien individuels et groupe de discussion avec des associations de la diaspora togolaise

La recherche et l'analyse de ces sources bibliographiques ont permis de formuler des grilles d'entretien différenciées en fonction du type d'acteur et de formuler au préalable un certain nombre d'hypothèses affinées progressivement au cours de ces entretiens.

Une première base de contact au niveau associatif a été récoltée à travers le répertoire associatif du FORIM. De ce fait les associations identifiées sont donc davantage orientées vers la réalisation de projets de développement au Togo, raison pour laquelle la question de la participation des organisations diasporiques au processus démocratique ne s'est révélée que tardivement. Ensuite les autres associations de la diaspora togolaise ont été identifiées au cours des premiers entretiens à travers une stratégie dite de « buissonnement ». Ces entretiens qualitatifs, individuels ou collectifs, réalisés par les étudiants de l'ISTOM en binôme, parfois accompagnés par un enseignant devaient contribuer à mieux caractériser le profil migratoire des membres impliqués dans ces associations, l'objet et les actions conduites par ces

associations, en particulier sur la création d'emplois au Togo. Une vingtaine d'associations ont ainsi été rencontrées (chaque entretien a été retranscrit et est disponible sur demande au FORIM).

En complément des entretiens réalisés par les étudiants de l'ISTOM avec des associations de la diaspora togolaise, une seconde série d'entretiens complémentaires a été conduite par le chargé de mission du FORIM pour affiner certaines hypothèses et élargir le champs d'étude au-delà des associations dites de solidarités à travers la rencontre d'associations davantage impliquées dans le champs de la transition démocratique.

### 3) Etudes de cas au Togo et entretiens complémentaires au Togo

Les étudiants de l'ISTOM se sont rendus 6 semaines au Togo afin de réaliser 18 études de cas sur les projets réalisés par les associations de la diaspora togolaise en France. L'étude de cas est considérée comme "une occasion pour observer, analyser des dynamiques et en extraire des conclusions susceptibles d'enrichir l'univers des connaissances". Dans le cas de la présente étude, il s'agit d'analyser en profondeur différents projets dans leur contexte, puis d'identifier les phénomènes récurrents entre ces situations. Ainsi - comme lors des entretiens - le groupe adopte une démarche inductive : l'étude de plusieurs cas de projets de développement permet d'avoir accès à des compréhensions sur plusieurs tendances de pratiques du développement par les associations.

### 4) Limites de la méthode

L'idée d'une analyse « intégrale » sur la diaspora togolaise n'est pas l'objet de cette étude, d'autant plus que son ambition risquerait de figer des dynamiques sociales en constante recomposition. Les limites de cette étude concernent le nombre relativement faible d'associations rencontrées en France, trop faible pour permettre de vérifier un certain nombre d'hypothèses avec certitude. Par ailleurs, la construction d'un échantillon par arborescence et la focalisation sur la question de la création de l'emploi n'a peut-être pas permis de prendre la mesure suffisamment en amont de la diversité des organisations de la diaspora togolaise. La seconde limite concerne

la phase d'interprétation puisque à la période à laquelle elle a été réalisée (août 2016), les étudiants concernés n'ont pas pu bénéficier d'un encadrement pédagogique suffisant.

3 S. Dufoix, Les diasporas, PUF, coll. "Que sais-je ?", 2003, p.75

4 K. Sohler, 2007, Mémoire de Master, Paris VII « Pratiques de la politique transnationale: une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », juin 2007

5 Cette thèse s'appuie sur des travaux de Master 1 et Master 2 relatifs à la diaspora togolaise : Entrepreneurs et associations diasporiques: le travail de production politique d'une communauté togolaise en France, Thèse, ainsi que Différenciation, mobilité et inégalités sociales en migration, le cas du retour de la diaspora togolaise, Mémoire de recherche de Hugo Bréant

6 K. Sohler, Op. cité

7 <http://cvu-togo-diaspora.org/files/2014/03/BAD-TOGO-2013-01-PLAN-STRATEGIQUE-POUR-LA-MOBILISATION-DE-LA-DIASPORA-TOGOLAISE.pdf>

8 L'Initiative MIEUX (Migration EU eXpertise) est un dispositif d'échange d'expertise entre pairs qui apporte son soutien aux pays partenaires et aux organisations régionales afin de mieux gérer la migration et la mobilité grâce à la mise à disposition sur demande d'une assistance personnalisée et rapide.

9 <https://visionssolidaires.files.wordpress.com/2013/12/les-actes-de-la-table-ronde-sur-la-politique-migratoire-au-togo.pdf>

10 [https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20du%20Togo%20en%20France%20par%20FIA\\_ISM-FORIM.pdf](https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20du%20Togo%20en%20France%20par%20FIA_ISM-FORIM.pdf)

11 <http://cvu-togo-diaspora.org/sujet/visibilite/communiques-et-analyses>

## II. PANORAMA SUCCINCT DES MIGRATIONS TOGOLAISES

La présentation des migrations internationales par séquence historique est souvent privilégiée mais a tendance à figer les analyses et les interprétations sur la compréhension des systèmes diasporiques. Dans le cadre de cette étude nous avons privilégié une approche synthétique articulée autour des causes principales des migrations et des espaces géographiques concernés.

La migration internationale du Togo s'inscrit globalement dans le modèle migratoire de l'Afrique de l'Ouest : migration circulaire de travail faiblement qualifié au niveau sous régional (Ghana, Nigéria, Côte d'Ivoire), migration internationale (vers la France et l'Allemagne) des élites en formation, et enfin, plus spécifiquement dans le cas togolais, migration des opposants politiques. Ce schéma simplifié n'empêche bien évidemment pas l'existence de trajectoires migratoires alternatives mais celles-ci sont plus marginales.

### MIGRATION RÉGIONALE DE TRAVAILLEURS FAIBLEMENT QUALIFIÉS

Celles-ci ont été amorcées pour répondre aux besoins en main d'œuvre des économies d'exportation<sup>12</sup>. Entre 1976 et 1980, ce sont par exemple 245 000<sup>13</sup> Togolais qui ont migré au Ghana. Ces flux se sont en revanche taris avec la crise économique qui frappa les économies d'Afrique de l'Ouest dans les années 1980. Dans certains pays comme le Nigéria, la montée de la xénophobie et les politiques de préférence nationale ont donné lieu à des expulsions massives de travailleurs étrangers (deux millions d'étrangers ont été expulsés du Nigeria en 1983 par exemple, dont un certain nombre de Togolais). Les migrations de travail au niveau sous régional demeurent aujourd'hui mais dans une moindre mesure. A titre d'exemple, près de 30 000 Togolais seraient installés aujourd'hui au Ghana.

### MIGRATION INTERNATIONALE DES ÉLITES EN FORMATION

La migration vers la France et dans une moindre mesure l'Allemagne pour la formation des élites intellectuelles, concomitante au système colonial, a perduré après l'indépendance. Jusqu'au début des années 70, le système d'éducation togolais garantissait à chaque bachelier Togolais (ils ne sont par exemple que 24 en 1962) une bourse pour suivre ses études supérieures en France<sup>14</sup> avec pour objectif de former les futurs cadres de l'appareil étatique togolais. Par cette politique les boursiers étaient obligés, par un contrat avec l'Etat, d'entrer dans la fonction publique au Togo pour une dizaine d'années minimum. Dans le même temps, l'Etat togolais s'engageait à son tour à garantir à chacun un emploi dans le secteur public ou parapublic.

Suite aux Politiques d'Ajustement Structurels (PAS) au début des années 1980, le nombre de bourses attribuées au Togo diminua considérablement. Parallèlement, les conditions imposées par la Banque Mondiale, visant à réduire les dépenses publiques et le secteur des entreprises nationales, affaiblissent les capacités du gouvernement togolais à garantir aux boursiers diplômés des emplois dans la fonction publique. Ainsi les élites formées sont davantage restées en France et en Allemagne que retournées au Togo.

Cette migration de travailleurs qualifiés et estudiantine est devenue permanente (65% des étudiants togolais à l'étranger étudiaient en France en 2001) et s'est étoffée à travers la politique de regroupement familial qui constitue désormais le premier motif d'immigration des Togolais en France.

On dénombre par exemple 20 388 immigrés togolais en France et 14 250 en Allemagne. Face aux politiques migratoires plus restrictives en France, une partie des migrants togolais s'orientent maintenant davantage vers l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada).

A la différence des migrations de travail peu qualifié (plus masculine), les migrations internationales togolaises concernent les femmes et les hommes à proportion égale.

### MIGRATION D'OPPOSITION ET RÉFUGIÉS POLITIQUES AU NIVEAU RÉGIONAL ET INTERNATIONAL

La genèse de l'émigration politique togolaise est directement liée au coup d'État de 1963, le premier coup d'État en Afrique après la décolonisation, qui entraîna le renversement du gouvernement du parti indépendantiste Comité de l'Unité Togolaise (CUT) et l'assassinat du premier président Sylvanus Olympio. La première vague des exilés politiques comprenait des leaders et partisans des partis indépendantistes et nationalistes, dont beaucoup issus des familles élitistes. Une partie de ces exilés essayèrent en 1977 de renverser le régime de Gnassingbé Eyadema. Le putsch échoué, ses principaux auteurs et instigateurs, anciens partisans de Sylvanus Olympio, furent condamnés à mort par contumace.

Une deuxième tentative de coup d'État en 1986, organisé par des opposants exilés venus du Ghana, échoua également. Ces migrations d'opposants politiques ne concernaient qu'un nombre restreint d'individus mais contribuaient à marquer les esprits sur le lien entre migration et politisation de la diaspora.

Ce n'est que dans les années 1990 que les mouvements des réfugiés ont atteint un caractère massif. A cette époque le régime d'Eyadema était secoué autant par la contestation à l'intérieur que par les transformations géopolitiques qui suivaient la chute des systèmes communistes. Il y répondit par un recours à une violence massive contre la population. Tous les mouvements protestataires, qui avaient

commencé par un soulèvement lors du procès contre les étudiants le 5 octobre 1990, finissaient par être violemment réprimés par l'armée<sup>15</sup>. Le massacre dans la lagune de Bé à Lomé (en avril 1991) et la répression violente d'une manifestation en janvier 1993 sont devenus les symboles les plus répandus.

En 1993, près de 300.000 Togolais se sont réfugiés au Bénin et au Ghana, dont plus de la moitié (168.000 personnes) ne pouvait toujours pas retourner au Togo en 1994. Trois ans plus tard, en 1996, 25.000 réfugiés Togolais vivaient toujours dans les pays voisins. Pour une partie de ces réfugiés, cet exil a duré plus de trois ans, alors qu'une autre partie a obtenu l'asile politique en Europe comme réfugiés statutaires selon la Convention des Réfugiés de Genève (1951), ou, dans un nombre très limité de cas, dans le cadre d'une réinstallation aux Etats-Unis ou en Suède.

Les élections d'avril 2005 ont été aussi suivies par des violences politiques qui ont de nouveau donné lieu à un mouvement d'émigration massif. Plus de 40.000 Togolais au total ont fui le Togo après la réouverture des frontières (fermées pendant tout le déroulement des élections par les autorités) vers les pays frontaliers, dont 24.500 au Bénin et 15.000 au Ghana<sup>16</sup>. Parmi eux, se trouvent les rescapés des exactions punitives menées par les forces militaires, aussi bien que nombreux militants politiques de la coalition de l'opposition.

En Europe, les demandes d'asile se concentrent davantage en Allemagne, pays délivrant un plus grand nombre d'admissions au droit d'asile politique comparé à la France. On comptait par exemple 490<sup>17</sup> personnes d'origine togolaise reconnues comme réfugiés statutaires en 2006 en France contre 5988<sup>18</sup> en Allemagne à la même période. Dans ce sens, les demandeurs d'asile originaires du Togo s'en remettent davantage à l'Allemagne (14 645 demandeurs d'asile Togolais de 1994 à 2005 contre 1798 déposés en France).

Nombre de la population réfugié (1) Togolaise par pays d'asile							
Année	Bénin	Ghana	Allemagne	Etats-Unis	Pays Bas	Autres	Total
1993	155900	135000					290900
1994	70000	97714			29	128	167871
1995	23370	69280		93	44	368	93155
1996	4690	20258		180	90	375	25593
1997	1300	5042		263	116	466	7187
1998	1311	1050		363	136	646	3506
1999	1305	1025		544	161	657	3692
2000	1029	1058		1070	187	672	4016
2001	1182	842		1407	210	713	4354
2002	1205	819	5743	1634	233	814	10448
2003	1221	534	5778	1790	258	1033	10614
2004	1100	542	5579	1994	331	1273	10819
2005	26632	14136	5988				46756

(1) Le HCR a fait ces estimations concernant la population des réfugiés dans les pays d'asile sur la base des arrivés des réfugiés et de l'admission des demandeurs d'asile ; les chiffres se réfèrent à la fin de l'année (voir UNHCR Statistical Yearbook 2003).

Sources des données: UNHCR 1994: Populations of Concern to UNHCR: A Statistical Overview; UNHCR Statistical Yearbooks 2003; 2004, 2005 (2005 données provisoires)

## LES MIGRATIONS TOGOLAISES EN FRANCE

En France, les 5% des migrants togolais (20 388 individus<sup>19</sup>) constituent la première diaspora togolaise en Europe, devant l'Allemagne (14 250 individus), l'Italie (5150 individus) et enfin la Belgique (3350 individus). La France est également le premier pays d'accueil des étudiants togolais. La migration est plutôt jeune. La tranche d'âge la plus représentée est comprise entre 15 et 34 ans (pour les hommes comme pour les femmes).

La migration togolaise est caractérisée par une diversité en termes de qualification. Toutefois une partie des migrants est particulièrement qualifiée. Cela est dû à l'exode des élites culturelles et économiques, causée par les troubles sociaux et politiques, ainsi qu'au problème de chômage récurrent chez les jeunes. L'émigration touche ainsi jusqu'à 19% des diplômés de l'enseignement supérieur au Togo, avec diverses professions telles que la médecine, l'architecture et la comptabilité.

Une autre partie des migrants est faiblement éduquée et migre pour des raisons climatiques ou afin d'améliorer leurs conditions de vie.

<sup>12</sup> Notamment en ce qui concerne le boom économique au Ghana dans les années 1960 (production de cacao, mines d'or, construction des grandes barrages, etc.) puis celui de la Côte d'Ivoire (café et cacao) et du Nigeria (pétrole et gaz, construction et secteur de formation) dans les années 1960-70.

<sup>13</sup> Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest, OCDE 2009

<sup>14</sup> En parallèle, l'Eglise catholique développa un système de soutien caritatif pour favoriser la scolarisation des enfants togolais des classes sociales les moins favorisées

<sup>15</sup> Voir CNDH (Commission Nationale de Droits de l'Homme), Groupe Initiative-Droits de l'Homme, LTDH, Togo : La Stratégie de la terreur, Paris, 1994 ; Tété 1998 : 31

<sup>16</sup> RIN : « Bénin -Togo: Des milliers de réfugiés togolais vivent encore en exil », 14 décembre 2005.

<sup>17</sup> Estimation OFPRA

<sup>18</sup> Source HCR

<sup>19</sup> INSEE 2014

## III. ORGANISATION ASSOCIATIVE

Avec les premières générations d'immigrés venues en France en tant qu'étudiants, émergea un espace d'organisations politiques et civiques des Togolais à l'étranger. Ces organisations sont caractérisées par la trajectoire migratoire spécifique de leurs militants, mais également par leur profil social (origine sociale et économique). On peut d'ailleurs dresser un profil homogène du militant togolais : principalement issu d'une famille aisée, diplômé de l'université et politiquement engagé au sein de l'opposition au Togo avant d'émigrer en France pour des raisons politiques. De par ce profil plus ou moins homogène, la communauté des militants des organisations togolaises en France est structurée par un large réseau de connaissances mutuelles, créées à travers les expériences passées dans les mêmes organisations.

Au début des années 90, arriva une nouvelle génération d'immigrés (et surtout de réfugiés) suite à la répression des mouvements démocratiques au Togo. Cette nouvelle vague déclencha par ailleurs l'émergence d'une nouvelle génération d'organisations politiques, autant partisans que civiques, en France. Si ces dernières furent créées et dirigées pour la plupart par les anciens militants de la première génération, elles s'inscrivaient toutefois dans un nouveau contexte politique dont l'objectif était de poursuivre la transition démocratique togolaise. Encore une fois, les événements politiques au Togo influencèrent pleinement la structuration et les activités de ces organisations.

### LA PREMIÈRE GÉNÉRATION DES ORGANISATIONS TOGOLAISES EN FRANCE

#### Les organisations d'étudiants

Il est tout d'abord à noter que les premiers étudiants venus en France après l'indépendance se sont engagés massivement au sein de structures de défense des droits des étudiants togolais. Ainsi, nombre d'entre eux s'engagèrent au sein de la Fédération des

Etudiants d'Afrique Noire en France –FEANF (créée en 1950 et dissoute en 1980). Cette organisation était très politisée, proche du mouvement communiste international et du PCF, et luttait de façon globale pour l'indépendance nationale des colonies, même si sa vocation première était la défense des intérêts corporatistes des étudiants (augmentation du nombre et du montant des bourses, refus de la surveillance et des contrôles policiers etc...).

Au sortir des indépendances des anciennes colonies françaises africaines, la FEANF dirigea son engagement contre le néocolonialisme, puis contre les dictatures militaires installées dans les pays nouvellement indépendants.

En 1976, l'Union des Étudiants et Stagiaires Togolais en France (UESTOF), fut créée par le régime togolais en place. L'UESTOF était une organisation d'étudiants liée au gouvernement. Elle organisait des manifestations de soutien lors des visites du président togolais en France, et exprimait régulièrement sa loyauté par des motions de soutien au régime togolais.

#### Les organisations de togolais en exil

Une autre vague d'organisations politiques fut créée par des exilés. Ainsi, le Mouvement Togolais pour la Démocratie (MTD) fut la première organisation politique formée par des opposants togolais en exil. Celle-ci fut fondée en 1979 à Paris par Gilchrist Olympio : le fils du premier président Sylvanus Olympio. Le MTD lança toute une série d'activités contre le régime d'Eyadema pendant les années 1980 (jusqu'à sa dissolution en 1992), mais eut du mal à rassembler la communauté togolaise en France autour de son combat.

Une autre des difficultés rencontrées par le MTD fut l'impossibilité de trouver des soutiens parmi les acteurs politiques français, le gouvernement français soutenant officiellement le régime d'Eyadema.

## VERS UNE IMPLICATION POUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

### L'essor des organisations pour le changement démocratique

Le mouvement démocratique du début des années 1990 amena la création de nouvelles organisations, soutenant le changement démocratique. C'est au cours de ces premières mobilisations sociales qu'apparut le rôle essentiel de la société civile. Les années 1990 virent la naissance d'une série d'associations ayant pour objectif la démocratisation du régime politique togolais: associations de droits de l'homme (dont la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme créée en 1990), mais aussi associations d'étudiants, de femmes, et organisations syndicales. Regroupées en fédérations, ces organisations eurent un rôle primordial dans les contestations précédant la Conférence Nationale et s'avèrent décisives dans le succès des mobilisations du début des années 1990.

Parallèlement à l'organisation de la société civile, émergea dans les années 1990 une nouvelle forme de partis politiques. A la seule exception de la « Convention Démocratique des Peuples Africains – CDPA » (fondée dans la clandestinité en 1984), tous les partis politiques de l'opposition au Togo se constituèrent suite à l'instauration du multipartisme le 12 avril 1991. Une vingtaine d'entre eux se réunirent au sein du Front de l'Opposition Démocratique (FOD), devenue en Mai 1991 le Collectif de l'opposition démocratique (COD). C'est grâce au COD que fut imposée au régime l'organisation d'une Conférence Nationale Souveraine (CNS). La CNS (qui dura de Juillet à Août 1991) rassembla tous les représentants des partis politiques- du gouvernement et de l'opposition- ainsi que les associations de la société civile, afin d'engager ensemble la transition démocratique. La majorité des formations politiques en exil envoyèrent en délégation leur représentant. Malgré une volonté affichée d'unité, les premiers clivages apparurent au sein de l'opposition, et notamment entre les exilés et les militants restés au pays. Ainsi, des conflits se révélèrent sur les stratégies à adopter pour engager la transition démocratique. Les exilés prônaient de leur côté le changement radical avec la destitution d'Eyadema et la dissolution

du Rassemblement du peuple togolais (RPT). Les Togolais vivants au Togo préconisaient quant à eux une stratégie plus réformiste de réconciliation nationale. Cette division de l'opposition politique est aujourd'hui encore présentée comme une des raisons de l'échec de la transition démocratique.

### 2005, un nouveau tournant

En 2005, la mort d'Eyadema marque un nouveau tournant. Ainsi, les événements politiques suscitèrent chez les émigrés un nouvel essor d'engagement pour le changement démocratique. Cet engagement se traduit par une forte mobilisation contestataire mais aussi par une vague de création de nouvelles organisations, souvent informelles – telles que le collectif d'action Initiative 1503, le Comité de Soutien au peuple togolais, la Coordination de la société civile togolaise en France ou la coalition des partis et organisations politiques de l'opposition représentée sous le nom Diaspora Togolaise en France.

### La coalition d'opposition : « Diaspora Togolaise en France »

En février 2005 les organisations et partis de l'opposition togolaise en France se regroupèrent, pour la première fois depuis la CNS, dans une large coalition vouée d'abord à mobiliser les togolais contre le « coup d'état constitutionnel », puis à soutenir la campagne électorale de l'opposition et de son candidat commun Bob Akitani. Ce rassemblement informel d'organisations d'exil, qui adopta le nom de « Diaspora Togolaise en France » (DTF), comprenait les sections françaises des six partis de la coalition de l'opposition (Alliance des Démocrates pour un Développement Intégral (ADDI), Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), Parti Socialiste pour le Renouveau (PSR, Union pour la Démocratie Sociale (DS-Togo), Union des Forces du Changement (UFC) ainsi que d'autres formations politiques présentes en France (ARECA, CDPA-Branche Togolaise CTR, Comité Togolais pour la Survie de la Démocratie (CTSD, Rassemblement National pour la Démocratie et le Panafricanisme (RNDP), de même que le « Collectif des Femmes Togoaises en France » (depuis devenu COFEM), qui participait fortement aux mobilisations de 2005.

Choisi dans le but de s'adresser au plus grand nombre de personnes et d'organisations togolaises en France, et dès le début clairement associé à la cause de l'opposition, le terme « diaspora » apparut ainsi sur la scène politique de l'immigration togolaise en France.

### Le Comité de Soutien au peuple Togolais

Le « Comité de Soutien au peuple Togolais », créé le 7 avril 2005 (avant les élections) à l'initiative des militants de la revue Afrique XX1 et des associations comme Survie, avait pour but principal d'informer l'opinion publique française sur la situation politique au Togo afin de faire pression sur le gouvernement français. En deuxième lieu, le Comité cherchait à attirer l'attention des médias français sur le déroulement des élections au Togo, en y envoyant une délégation d'observateurs français (aussi dans le but d'empêcher des excès de répression).

D'autres organisations formées durant cette période: le Comité pour la Démocratie et la Liberté au Togo, Sursaut Togo, le Collectif des Femmes de la Diaspora Togolaise en France – COFEM, Aube Nouvelle et Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (ACIT) et plus récemment le Conseil Mondial de la Diaspora Togolaise.

### 2016- L'émergence d'une nouvelle vague en faveur de l'alternance démocratique

Le mouvement Togo Debout a émergé au Togo en 2016/2017, et son antenne en France semble être l'organisation qui reprend le flambeau de la lutte pour la transition démocratique au sein de la diaspora. Des manifestations populaires ont été organisées en France mobilisant un nombre important de manifestants<sup>20</sup>. Au mois de mars-avril 2018 par exemple, des sit-ins ont lieu tous les samedis après-midi sur le parvis du Trocadéro à Paris. Ces mobilisations populaires trouvent écho dans d'autres pays d'Europe (dont Hambourg régulièrement). A noter que d'autres mouvements diasporiques ont émergé en Amérique du Nord, avec des relais en France comme CO.DI.TOGO « la Coalition de la diaspora togolaise pour l'alternance et la démocratie ».

Ainsi, les organisations de la diaspora togolaise, dont une bonne partie est issue de l'exil politique, sont particulièrement engagées dans les luttes pour un

changement de régime. Elles n'en sont pas moins tiraillées par des dissensions internes et des conflits de leadership qui tendent à multiplier l'émergence de nouvelles structures. A chaque sursaut citoyen au Togo, de nouvelles organisations émergent au sein de la diaspora servant de caisse de résonance et de soutien aux mouvements protestataires. Aussi lorsqu'il conviendra de conduire des actions sur la question de la mobilisation de la diaspora togolaise, il est nécessaire d'intégrer le fait que ce champ sémantique renvoie très rapidement à des problématiques politiques.

## LES ORGANISATIONS D'AVANTAGES IMPLIQUÉES DANS LE CHAMP DES SOLIDARITÉS

En parallèle ou en complément des associations engagées dans les luttes démocratiques, des associations davantage portées sur la question de la solidarité existent. Ces associations, d'envergure limitée et souvent en ordre dispersé, tentent de conduire des projets de solidarité avec le Togo en impliquant la diaspora présente en France. Ainsi, la facilité de financement Programme d'Appui aux OSIM (PRA/OSIM) coordonné par le FORIM a financé 14 projets portés par des associations de la diaspora togolaise en France, en partenariat avec des associations locales.

Ces associations, même si elles sont davantage impliquées sur la question de la solidarité internationale n'en sont pas moins directement impactées par la situation politique au Togo, et par ses répercussions sur la diaspora en France. Aussi, pour ne pas être « infiltrées », ces associations ne cherchent pas toujours à élargir leur base associative au sein de la diaspora togolaise. De la même manière, elles préfèrent rester discrètes vis-à-vis des autorités togolaises dans la conduite de leurs actions. Ainsi, ces associations sont souvent structurées autour de noyaux familiaux, et sont essentiellement autofinancées.



## LA DIFFICILE STRUCTURATION INTER-ASSOCIATIVE

Au premier rang des obstacles identifiés dans le cadre de l'étude sur la diaspora togolaise réalisée par FIA/ISM, intervient la question des relations de confiance ou de défiance entretenues au sein et entre les associations diasporiques. Il est difficile d'en établir une explication arrêtée, mais nous pouvons soulever quelques hypothèses. Parmi les raisons avancées, résident les expériences vécues au Togo dans un climat de peur ou de suspicion que semble provoquer le régime togolais. Une personne de la diaspora togolaise interrogée met en avant ce phénomène : « *C'est vrai que la diaspora togolaise est mal organisée. Mais c'est aussi la peur d'aller chercher les problèmes, si les Togolais ne sont pas organisés, c'est à cause de la peur* ». Une autre confirme ces propos : « *Il faudrait que dans notre pays, il y ait une liberté de parole. On sait qu'à tout moment, nos paroles peuvent nous rattraper. Tout vient du gouvernement en place aujourd'hui, avec qui on n'est jamais sûr de rien. Par exemple, dans ma famille, il y a une personne qui a dit ce qu'elle pensait, qui s'est exprimée, et malheureusement aujourd'hui elle est décédée. Dans ces conditions, il y a peu de possibilités de structuration* ».

La défiance est forte à l'intérieur même de ces organisations. Comi Toulabor, Directeur de recherche au CEAN-Sciences Po Bordeaux, explique que « *ceux qui dirigent ces associations de la diaspora n'ont pas la même ambition que leurs adhérents. Il y a une volonté de réussite politique derrière cela. La plupart des dirigeants se positionnent en attendant la construction d'un futur gouvernement d'alternance. On est plus dans de la querelle politique* ».

Les problèmes de « leadership » sont également largement mentionnés pour expliquer la méfiance à l'intérieur des organisations, mais également entre elles. Pauline Afokossy, de l'association Entraide et Culture basée à Evry, raconte : « *Selon moi, les Togolais mélangent l'associatif avec la politique. Il y a des enjeux de pouvoirs. Concernant les projets, si on ne fait pas attention, tout ce qu'on amène là-bas ça peut être dérobé. Les projets sont vite accaparés, expliquant ainsi l'isolement des associations de la diaspora togolaise dans leurs actions* ». Camille

Lawson Body, fondateur de l'association Synergie Togo confirme que « *les Togolais de la diaspora, pour ceux qui veulent l'organiser, il y a toujours des problèmes de leadership. Et puis ils n'ont pas les moyens financiers. Même les gens qui se positionnent comme des dirigeants de la diaspora n'ont pas les moyens de leurs actions. C'est une poignée de personnes* ». Cette remarque fait écho aux différents entretiens menés. En effet, nous avons pu observer que les Organisations de Solidarités Internationales issues de l'Immigration (OSIM) togolaises interrogées ne pouvaient compter que sur de très faibles moyens matériels, financiers et humains. Ainsi, ces organisations ne fonctionnent qu'avec des bénévoles, et au regard des entretiens, il est souvent difficile de mobiliser les gens sur la durée. En effet, même si les personnes interrogées déclarent que leurs associations comptent entre 5 et 30 bénévoles, peu sont vraiment actifs. Par ailleurs, ces organisations subsistent financièrement grâce à de faibles dons et sans subvention extérieure. Les moyens sont donc faibles au regard des objectifs poursuivis.

Entre la méfiance à l'égard du régime togolais, la suspicion à l'intérieur des organisations de la diaspora et entre elles, le climat de confiance reste limité.

Hugo Bréant, auteur d'une thèse<sup>21</sup> sur l'engagement politique de la diaspora togolaise de France aboutit aux mêmes conclusions sur la question de la structuration des associations togolaises : « *Il est difficile d'établir une sociogenèse de cette confiance ou non-confiance au sein des associations diasporiques. Des raisons superficielles pourraient être trouvées dans les expériences vécues au Togo et dans le climat de peur, de dénonciation ou de suspicion qu'instaure le régime togolais, selon les opposants et les exilés politiques. Climat qui se retrouve dans la diaspora puisque, d'après les entretiens menés et les ouvrages lus, le pouvoir togolais a exporté ses pratiques pour fragiliser les mouvements de la diaspora* ».

Les difficultés de structuration observées au sein du Réseau des Associations de la Diaspora Togolaise en Ile-de-France (RADTIF) confirment la difficulté des associations d'exister collectivement, chaque prise de position est perçue comme une tentative de militantisme politique. Aussi l'idée d'une forme d'apolitisme tend à provoquer la méfiance de l'ensemble des courants. La neutralité semble constituer alors un frein à la mobilisation collective<sup>22</sup>.

The screenshot shows a news article from the Togolese Republic website. The header includes the logo 'TO GO' and navigation links for 'POLITIQUE', 'DIPLOMATIE', 'ÉCONOMIE', 'FINANCES', and 'SOC'. The article is dated 07/03/2009 and is categorized under 'DIASPORA'. The title is 'Vivan nuestros amigos Togolesses'. The text discusses the Togolese community in Spain deciding to federate and create the 'Atore' (Association of Togolese expatriates in Spain). It mentions a meeting in Zaragoza with participants from various political parties and journalists, and the election of Marc Djadou as president. The article also notes the community's ambition to establish branches in other Spanish cities and their request for Spanish authorities to help them open a consulate in Spain.

<sup>20</sup> Voir par exemple la vidéo de cette manifestation tenue à Paris le 7 octobre 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=akacrkuDMs4>.

<sup>21</sup> Op Cité

<sup>22</sup> A noter qu'en opposition à une diaspora militante en faveur d'une transition politique, une diaspora de pouvoir s'organise aussi en fédération. L'exemple identifié sur le net concerne par exemple l'Association de la diaspora togolaise en Espagne, dont le président explique par exemple que l'harmonie entre le peuple togolais et espagnol provient du grand travail de paix inculqué par le président Faure inculqué aux Togolais.

## IV. ÉLÉMENTS CONCERNANT LA POLITIQUE NATIONALE

### POLITIQUE NATIONALE

La Direction des Togolais de l'Extérieur (DTE) a été créée par décret (N°2005-118/PR) en date du 29 décembre 2005. Cette direction, logée au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, a pour mission, entre autres, de « préparer et mettre en œuvre la politique du gouvernement relative aux Togolais de l'Extérieur » et de « mobiliser la diaspora togolaise pour sa participation au développement socio-économique du pays ».

La DTE est active depuis 2012 et s'est vu dotée d'un site internet, Diaspotogo <http://diasporatg.org/page-en-construction/>, dont la majorité des pages étaient toujours en construction lors de la consultation du 07/11/2017.

En 2013, la BAD en lien avec la primature ont élaboré un « Plan Stratégique pour la Mobilisation de la Diaspora »<sup>23</sup>. Ce plan stratégique ne semble pas avoir servi à décliner une politique publique transversale jusqu'à présent.

Dans le profil migratoire de 2015<sup>24</sup>, l'OIM fait état du fait que la politique migratoire togolaise est en gestation depuis 2005 et que « l'essentiel de la politique migratoire en gestation réside en fait dans un programme dit de la diaspora (ndrl programme diaspora-Togo) piloté par la primature et cofinancé par le PNUD/BAD et le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (MIIIDS) » (p 104). Pour rappel le MIIIDS n'existe plus depuis 2012.

#### Profil national OIM 2015 : une approche simpliste... et une posture partisane ?

« En ce qui concerne l'hétérogénéité, Bréant (2012 : 196) constate un manque de communautarisme chez les Togolais (de France) qui privilégient l'individualisme ou des regroupements ethniques et/ou politiques. Cette réalité se manifeste à travers une pluralité d'organisations de Togolais de la diaspora. Rien que pour la France par exemple, l'auteur dénombre plus de 116 organisations de migrants du Togo, dont 63 en Ile de France, 11 dans le Nord-Pas-de-Calais, 5 en Pays de la Loire, 5 en Poitou-Charentes, 7 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Géographiquement très dispersée et refusant majoritairement le communautarisme au profit de valeurs et de pratiques qui privilégient la promotion personnelle, divisée par des oppositions ethniques et politiques exacerbées depuis les années 1950, la diaspora togolaise a de ce fait inévitablement du mal à s'organiser et à se faire entendre dans son pays d'origine (Bréant, 2012 : 44). Cette hétérogénéité qui constitue l'un des traits les plus marqués des Togolais vivant hors de leurs frontières handicape des actions concertées et les empêche de s'unir autour d'un leader afin de défendre leur cause. » OIM – Profil National Togo (2015) – page 97

Cet extrait laisse entrevoir une interprétation simpliste et déconnectée de leurs mises en contexte des travaux de Bréant. La diaspora est perçue comme « non communautaire » parce qu'elle ne forme pas un bloc patriote homogène. Il s'agit là d'une vision sommaire de la diaspora, qui comme tout groupe social, est inévitablement traversé par des désaccords et des dissensions.

Par ailleurs, en page suivante il est exprimé que « A en croire le rapport de la mission exploratoire du programme MIEUX relative aux politiques de migration et développement de la République togolaise (MIEUX, 2013), l'un des défis majeurs à surmonter, et qui se présentera tout au long de la mise en œuvre de la politique de migration et développement, est la méfiance instinctive et mutuelle entre les institutions

togolaises, particulièrement les ambassades et les organisations de diaspora. » Cette situation nous semble effectivement assez réaliste.

En revanche dans la partie concernant les « principales conclusions sur les politiques migratoires » le Profil National de l'OIM souligne que : « Enfin, la prise en compte progressive de la diaspora a redonné de la confiance et a facilité le retour de certains Togolais **exilés**, qui participent à l'activité économique dans le pays, et un accroissement des transferts de fonds de la part de ceux qui sont restés à l'étranger dans le cadre de microprojets d'investissement et de développement. ».

L'idée selon laquelle des exilés (pour rappel un exilé est un individu expulsé ou obligé de vivre ailleurs) seraient retournés au Togo grâce à la prise en compte progressive de la diaspora par le gouvernement togolais et le regain de confiance mutuel nous semble être le fruit d'une conclusion hâtive et orientée.

### ACTIONS NATIONALES EN FAVEUR DE LA MOBILISATION DE LA DIASPORA

Des actions ponctuelles ont lieu en vue de mobiliser la diaspora et les pouvoirs publics sur la question de la participation de la diaspora au développement socio-économique du Togo.

En août 2017, la deuxième édition du forum Kpekpe s'est par exemple tenue à Lomé sur le thème : « La Diaspora, soutien au développement, à l'entrepreneuriat et à la création de richesse au Togo ». Le président de cette initiative portée par une association nommée Diaspora Heritage Connection s'avère être le précédent coordinateur du programme Togo-Diaspora du MAEC (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration). Ce mélange des genres peut s'avérer troublant, notamment pour une partie de la diaspora qui demeure méfiante vis à vis des institutions togolaises et de leurs représentants.

En janvier 2018, au plus fort de la mobilisation populaire, s'est tenue la seconde édition du programme Réussite Diaspora, porté par le Ministère des Affaires Etrangères togolais. Cette initiative est décrite sur le site diasporatg.org comme : « consac[ant] la disponibilité et la détermination du Gouvernement quant à la mise en œuvre d'une stratégie de consolidation de la confiance entre la diaspora Togolaise et le Togo d'une part et, d'autre part, de réflexion et de partage d'expériences en vue d'une meilleure gestion de la diaspora, répond également à l'engagement des autorités togolaises d'optimiser la contribution des togolais de l'étranger au développement économique et social de notre pays. »

Le programme Réussite Diaspora suscite au sein de la diaspora de vives protestations (voir annexe 1). Alors que le droit de vote pour la diaspora n'est pas obtenu, que les protestations pour l'alternance démocratique sont vives, cette initiative est perçue comme une réponse inappropriée aux demandes de la diaspora togolaise que la caricature ci-dessous illustre :



<sup>23</sup> <http://cvu-togo-diaspora.org/files/2014/03/BAD-TOGO-2013-01-PLAN-STRATEGIQUE-POUR-LA-MOBILISATION-DE-LA-DISPORA-TOGOLAISE.pdf>

<sup>24</sup> <https://publications.iom.int/fr/books/migration-au-togo-profil-national-2015>

## CONCLUSION

Constituée principalement de travailleurs peu qualifiés dans les pays voisins et de jeunes diplômés du supérieur en Europe et en Amérique du Nord, la diaspora togolaise constitue une richesse importante pour le Togo. En 2017, les transferts de fonds représentaient 8,4% du Produit Intérieur Brut du pays. Cependant l'histoire politique du pays depuis son indépendance a fortement impacté la composition et la structuration de la diaspora togolaise. Face aux nombreuses tentatives de dialogue national depuis les années 1990, la diaspora présente en Europe s'est affirmée comme le fer de lance d'une transition démocratique attachée au pluralisme politique et aux droits humains. Les récents mouvements sociaux initiés suite à la réélection de Faure Gnassingbé pour un troisième mandat ont amplifié cette réalité, tout en créant des lignes de division entre différentes tendances, qui traversent d'ailleurs l'opposition politique dans son ensemble. Bien que le retour à la Constitution de 1992 soit le mot d'ordre principal, les avis divergent quant à la situation actuelle et au départ éventuel du Président en exercice. Ces éléments créent un sentiment de méfiance entre acteurs de la société civile diasporiques, et limite les possibilités de rapprochement et de coopération, pourtant nécessaires dans le but de mener des activités d'envergure.

Ce sentiment de méfiance est également renforcé par la problématique du droit de vote des Togolais de l'Extérieur lors des élections législatives prévues pour juillet 2018. Si cette modalité devait être retenue dans la loi électorale, le pouvoir des représentants de la diaspora en serait renforcé. Cela pourrait toutefois nourrir des tensions supplémentaires au sein d'organisations dont les dirigeants possèdent parfois des ambitions politiques.

Dans ce cadre, la diaspora togolaise n'apparaît pas

spontanément comme étant structurée dans le but de favoriser le développement local et la création d'emplois. Toutefois, les sommes transférées par la diaspora, supérieures au montant total de l'Aide Publique au Développement, doit inviter les acteurs, issus de la société civile ou représentants des autorités confondues, à élaborer des stratégies concrètes d'action en vue de maximiser l'impact des fonds et d'inscrire véritablement les organisations diasporiques dans la planification de l'APD et des projets de solidarité internationale. Cette discussion est néanmoins tributaire d'un apaisement de la situation politique et de la mise en place d'institutions légitimes.

## ANNEXES

### COMMUNIQUÉ... Diffusion Immédiate

#### Réponse Républicaine Définitive de la Diaspora Togolaise :

Refus Global du projet « Réussites DIASPORA »

« De la gratification du gouvernement togolais, la diaspora togolaise n'en a pas besoin par les temps qui courent, et face à l'urgence éthique du moment qui doit comporter une offre démocratique sincère face à la demande insistante du Peuple togolais. »

Les Togolaises et les Togolais de la diaspora rejettent massivement, et quasi unanimement, l'initiative « Réussites DIASPORA » du gouvernement togolais. Les commentaires entendus et rassemblés depuis le lancement de ce projet témoignent clairement de la force du rejet. Les explications généralement fournies par les citoyens togolais vivant à l'extérieur font surtout état des considérations affectives ainsi que des raisons objectives qui rendent malvenu et totalement déplacé l'appel du gouvernement togolais à la communauté togolaise de l'extérieur.

Essentiellement, la gouvernance désuète, le népotisme, le clientélisme, le manque de démocratie, l'illégitimité et l'illégalité même du pouvoir en place au Togo justifient amplement le rejet de l'initiative « Réussites DIASPORA ». La diaspora togolaise n'est donc pas insensible à la situation politico-sociale étouffante qui persiste au Togo et qui est bien connue des partenaires en développement que sont la Banque Africaine de Développement, le groupe de la Banque Mondiale, l'Union européenne et autres.

N°	NOM	PRENOMS	PROFESSION	VILLE	PAYS
1	ZINSOU	Sénouvo Agbota	Écrivain	Bayreuth	Allemagne
2	FOLEY	Raymond	Informaticien	Montréal	Canada
3	ADJÉTÉ	Pierre S.	Administrateur	Gatineau	Canada
4	ASSOGBA	Yao Paul	Professeur Émérite	Gatineau	Canada
5	KPADÉ	Adjé Alafia	Fonctionnaire	Ottawa	Canada
6	MIKEM	Martin Koté	Architecte	Montréal	Canada
7	FIADEVA	Kodjo Mawuli	Technicien en bâtiment	San Pedro	Côte d'Ivoire
8	ADJÉGAN	Rafael	Technicien environnement	Barcelona	Espagne
9	KINVI	Mensan Michel T.	Sociologue	New York	États Unis
10	BOCCO	Emmanuel Isidore	Enseignant	Chasseneuil-du-Poitou	France
11	BADAGBON	Daniel	Assistant Médical	Paris	France

À l'adresse du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine, M. Robert Dussey, du Représentant Résident de la Banque Africaine de Développement au Togo, M. Serge N'Guessan, et de l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne au Togo, M. Nicolas Berlanga Martinez, les personnes ci-haut mentionnées, membres de la diaspora togolaise, et qui ont fourni tous les renseignements demandés deviennent, valablement et clairement, porte-parole de ce refus global de l'initiative « Réussites DIASPORA » que ces institutions multilatérales cautionnent et financent aux côtés du gouvernement togolais.

Invariablement, ces Togolaises et Togolais de l'extérieur qui n'ont rien à apprendre aux partenaires institutionnels de leur pays le Togo, estiment que « Sur place, à travers tout le pays, des hommes et surtout des femmes réinventent tous les jours leur quotidien au prix de leur dignité et avec beaucoup de génie ». Face à un tel impératif de la réalité togolaise, « Même financées par des ressources extérieures au budget national du Togo, les ressources de projet –aussi modestes qu'elles puissent être, seraient mieux utilisées si elles sont consacrées à d'autres fins dans les hôpitaux et les écoles », plutôt que de servir à célébrer les citoyens togolais de l'extérieur dont les préoccupations et ambitions, par rapport à leur pays, sont véritablement ailleurs que dans le « dilatoire et le folklorique » que véhicule « Réussites DIASPORA »... La diaspora togolaise dit : Non, merci, à d'autres!

En somme, voici le message collectif auquel la diaspora togolaise adhère massivement comme Réponse Républicaine, pour se dissocier de l'initiative gouvernementale, indûment et malicieusement mise en œuvre par le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine.

**Réussites  
DIASPORA**

Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération  
Et de l'Intégration africaine  
*Travail, Santé, Patrie*

Communiqué aux membres de la diaspora togolaise

Tous êtes membre de la Diaspora Togolaise, vous avez un parcours professionnel exemplaire dans les domaines de la science et de la recherche, de l'éducation, de la santé, des médias, de l'économie, du business, des nouvelles technologies, de l'humanitaire, des arts, de la culture ou du sport...

Le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine (MAECIA) tient à honorer les talents et les réussites des Togolais vivant à travers le monde.

Participez, Chers compatriotes, à 'Réussites Diaspora' en envoyant un court résumé de vos activités et de votre parcours au plus tard le 5 novembre 2015.

Un Jury indépendant procédera à la sélection avant une remise des distinctions organisée lors d'une cérémonie entre prévue entre décembre 2015 et janvier 2016 à Lomé.

**Contacts**  
Secrétariat Permanent de 'Réussites Diaspora'  
Messan A. KLUSTE, Attaché de Cabinet MAECIA  
Tél. +228 92 59 31 91  
eugenekluste@yahoo.fr  
ou  
reussites.diaspora@yahoo.fr

CREATIVESOLUTIONS

## COMMUNIQUÉ... Diffusion Immédiate

**RÉPONSE RÉPUBLICAINE**  
**.....Diaspora Togolaise.....**

Que la chose ne tombe guère dans l'indifférence. Encore moins, que cette forfaiture ne passe comme une simple lettre à la poste, au moment même où nous restons préoccupés par la situation politique dramatique dans plusieurs pays africains et particulièrement sur la *Terre de nos aïeux*. Lorsque l'on n'aime pas, on dit Non! Et nous disons Non; probablement au nom de centaines de milliers de Togolaises et de Togolais de la diaspora, au nom de millions de nos concitoyens.

Assaillis de tous les côtés, il nous est demandé par « *Communiqué aux membres de la diaspora togolaise* », d'envoyer nos profils et nos parcours professionnels, divers, pour bénéficier d'une reconnaissance du Togo qui nous sera octroyée à travers le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine. Une médaille, un certificat, une simple mention, un gala d'honneur? Un peu beaucoup de tout cela, sans doute.

Notre pays, le Togo, aurait donc l'intention de reconnaître les talents et les réalisations de la grande communauté togolaise de l'extérieur. Une attention indécente née d'un réveil inopportun auquel notre réponse républicaine est : Non, merci!

Bien sûr que certaines personnes se prêteront à ce jeu de roulette russe à la sauce togolaise. Que grand bien leur fasse, aux côtés d'un régime ancien aussi inqualifiable, et qui toujours sait détourner l'attention de l'essentiel en plus de diriger la vigilance des uns et des autres vers l'accessoire et l'insignifiant. De la gratification du gouvernement togolais, la diaspora togolaise n'en a pas besoin par les temps qui courent, et face à l'urgence éthique du moment qui doit comporter une offre démocratique sincère face à la demande insistante du Peuple togolais.

Devrons-nous vraiment rappeler au gouvernement togolais la misère et la non-démocratie qui agressent nos familles et parents restés au Togo ainsi que toute la jeunesse et les retraités de notre pays? Oubliez-vous l'état misérable, lamentable et archaïque des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la justice au pays? Que dites-vous de votre incapacité à organiser une quelconque élection crédible pour que le Togo passe à la démocratie et soit gouverné par des dirigeants redevables au peuple togolais, car véritablement choisis par nos compatriotes restés au pays? Mesurez-vous tout le retard que vous faites subir à la population et toute la peine ainsi que la honte propagée sur tous les fils et les filles du Togo où qu'ils se trouvent par vos entêtements répétés autant qu'à travers votre gouvernance si longtemps décriée? Faites-vous exprès de demander à la diaspora de s'associer à votre cynisme politique et à votre insensibilité au plan social et économique? Nous –la diaspora qui tient pratiquement ce pays à bout le bras, voulons d'un autre Togo!

N'ajoutez donc pas l'insulte au déshonneur en nous demandant de nous présenter à vous, afin de donner caution aux fantaisies et aux improvisations gouvernementales. Dans la diaspora togolaise, actuellement et très majoritairement, nous nous passerons bien de ce projet très quelconque de célébration outrageante de « **Réussites DIASPORA** ». Même financées par des ressources extérieures au budget national du Togo, nous pensons que de telles ressources –aussi modestes qu'elles puissent être, seraient mieux utilisées si elles sont consacrées à d'autres fins dans les hôpitaux et les écoles par exemple, pour ce qui est de leur part non détournée et non corrompue. Sur place, à travers tout le pays, des hommes et surtout des femmes réinventent tous les jours leur quotidien au prix de leur dignité et avec beaucoup de génie. À eux, à elles au Togo même près de vous, daignez rendre reconnaissance.

Véritablement, la diaspora togolaise fière, digne et solidaire n'a aucune raison de s'associer à un tel projet qui frise même la désinvolture, le dédain et l'insouciance. « **Réussites DIASPORA** »? Non, merci! Ce temps n'est pas encore arrivé, et le gouvernement togolais le sait très bien. Dans la diaspora, pour le moment, nous avons la tête à mieux que du dilatoire et du folklorique à vos côtés. La prise de conscience du gouvernement togolais que trop d'injustice, trop d'échecs, trop d'abus restent à réparer au Togo serait déjà la vraie réussite de la diaspora togolaise; et ce sera une chose d'accomplie que de ne plus laisser l'essentiel de la charge sociale du Togo à sa diaspora. Contentez-vous donc de ceux et celles qui se feront prendre au piège de l'imposture récurrente de ce régime ancien, incapable de réconcilier les Togolaises et les Togolais pour amorcer le développement réel du pays. Nous de la diaspora, signataires et adhérents de la présente, souvent sans voix devant tant d'insouciance et d'arrogance institutionnalisées, passons notre tour. Votre « **Réussites DIASPORA** », à d'autres!

● 3 novembre 2015 ●

# BIBLIOGRAPHIE

Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest, OCDE 2009

**Banque Africaine de Développement et Secrétariat général du gouvernement togolais** (Janvier 2013), Plan Stratégique pour la mobilisation de la diaspora togolaise. Disponible sur : <http://cvu-togo-diaspora.org/files/2014/03/BAD-TOGO-2013-01-PLAN-STRATEGIQUE-POUR-LA-MOBILISATION-DE-LA-DIASPORA-TOGOLAISE.pdf>

**Bréant Hugo** (2009) Entrepreneurs et associations diasporique: le travail de production politique d'une communauté togolaise en France (Thèse), Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne

**Bréant Hugo** (2010) Différenciation, mobilité et inégalités sociales en migration, le cas du retour de la diaspora togolaise, Mémoire de recherche

**CNDH (Commission Nationale de Droits de l'Homme)**, Groupe Initiative-Droits de l'Homme, LTDH,

Togo : La Stratégie de la terreur, Paris, 1994 ; Tété 1998 : 31

**Collectif pour la vérité des urnes**, communiqués et analyses. Disponible sur : <http://cvu-togo-diaspora.org/sujet/visibilite/communiqués-et-analyses>

**Dufoix S.** (2003), Les diasporas, PUF, coll. "Que sais-je ?", p.75

**FORIM** (2012), Etude sur la diaspora togolaise en France. Disponible sur [https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20du%20Togo%20en%20France%20par%20FIA\\_ISM-FORIM.pdf](https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20du%20Togo%20en%20France%20par%20FIA_ISM-FORIM.pdf)

**OIM** (2015) Migration au Togo : Profil national 2015. Disponible sur : <https://publications.iom.int/fr/books/migration-au-togo-profil-national-2015>

RIN : « Bénin -Togo: Des milliers de réfugiés togolais vivent encore en exil », 14 décembre 2005.

**Sohler,K.** (2007) Mémoire de Master, Paris VII « Pratiques de la politique transnationale: une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France »

Visions Solidaires, 18 décembre 2013, Journée internationale des migrants. Table ronde : vers une politique migratoire au Togo. Disponible sur <https://visionssolidaires.files.wordpress.com/2013/12/les-actes-de-la-table-ronde-sur-la-politique-migratoire-au-togo.pdf>

*Les liens des références bibliographiques ont été consultés le 01/08/2018*

